



DIRECTION GÉNÉRALE TERRITOIRE PROXIMITÉ DÉCHETS SÉCURITÉ

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Réalisation de diagnostics de vulnérabilité aux inondations des biens à usage d'habitation et des entreprises de moins de 20 salariés à Nantes Métropole

Règlement de la Consultation (R.C.)
Procédure formalisée

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. annexe au présent Règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

Article 1^{er} - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a trait à la poursuite d'un dispositif visant à proposer des diagnostics de vulnérabilité gratuits aux propriétaires ou utilisateurs des biens à usage d'habitation situés en zones inondables ainsi qu'aux entreprises de moins de 20 salariés, ces diagnostics permettant l'accession à des subventions pour la réalisation de travaux de réduction de la vulnérabilité.

Il s'agira d'une poursuite du dispositif lancé dans le cadre du PAPI d'intention (2018-2023) et relancé dans le cadre du PAPI Loire Aval 2023-2029.

En application des dispositions des articles R2162-2 à R2162-6 puis R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, le marché se présentera sous les traits d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, dénué de tout montant minimum, mais assorti d'un montant maximum arrêté, sur la durée contractuelle globale (soit 4 ans) à **470 000 € HT**.

1.2 - Mode de consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Aucun allotissement n'est prévu.

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	ETS16
Code CPV	71241000-9 - Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée

L'accord-cadre sera d'une durée de **4 ans**, et ce à compter de sa date de notification.

2.2 - Variantes facultatives et obligatoires

Les variantes ne sont pas acceptées.

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3 - Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

Article 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- x L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses deux annexes Données
- x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes (dont les outils existants)
- x Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants :

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (Aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* Lettre de candidature que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années

Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

**disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr*

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (Aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complétés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
L'Annexe « Données de la collectivité » , dûment complétée (<u>sans que cela constitue une obligation</u> , cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
L'Annexe au C.C.A.P. « Données personnelles » , dûment complétée
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) – Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) , dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres)
<i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable</i>
Un mémoire technique au sein duquel le candidat précisera ou produira : <ul style="list-style-type: none"> la méthodologie, en l'argumentant, qu'il entend adopter pour la réalisation des prestations, en précisant/détaillant <i>a minima</i> : <ul style="list-style-type: none"> x le contenu et le déroulé de chacune des phases listées à l'article II du C.C.T.P., x les diagnostics qu'il se propose de réaliser (<u>dont a minima les trois définis à l'article II.1.1 du C.C.T.P.</u>), x le déroulé qu'il propose pour les campagnes de diagnostics (voir la proposition avancée par Nantes Métropole à l'article III.2 du C.C.T.P.), x les pistes d'amélioration/d'adaptation qu'il propose pour ce qui a trait à la méthodologie existante de réalisation des diagnostics de vulnérabilité, et ce au regard des problématiques d'inondation du territoire, x les outils complémentaires (à ceux décrits à l'article II.1.2 du C.C.T.P.) qu'il se propose de déployer, et ce en explicitant leur pertinence et leurs modalités de mise en place,

<p>x la présentation qu'il entend adopter pour la cartographie de suivi et le bilan de campagne (cf. article II.4 du C.C.T.P.)</p> <p>x les relations qu'il conçoit entre l'évaluation des vulnérabilités et les mesures de réduction de ces mêmes vulnérabilité, et ce en s'appuyant sur des cas concrets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> la composition de l'équipe qu'il entend affecter à la réalisation des prestations (le CV de chacun de ses membres doit être produit, CV qui fera état des titres, compétences et expériences)) un planning prévisionnel de réalisation des prestations et d'articulation des différentes phases (sur les 4 années), en s'appuyant sur le calendrier proposé à l'article III.7.2 du C.C.T.P.
<p>Une note environnementale, dans laquelle le candidat décrira les mesures qu'il se propose d'adopter à des fins de réduction de l'impact environnemental de ses prestations (motorisation des véhicules dédiés à l'exécution du marché, procédure de gestion des déchets générés dans le cadre de l'exécution de ce même marché, sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché, ...)</p>

Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient
Valeur technique (à l'aune du mémoire technique)	60
Pertinence de la méthodologie que le candidat entend déployer pour la réalisation des prestations	40
Pertinence de la composition de l'équipe que le candidat se proposer de dédier à l'exécution des prestations	10
Pertinence et cohérence du planning prévisionnel proposé par le candidat	10
Valeur environnementale (à l'aune de la note environnementale)	10
Prix (à l'aune du montant D.Q.E.)	30

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt : contact.marches@nantesmetropole.fr